ASSEMBLÉE NATIONALE

21 juin 2013

**INTERDICTION DU CUMUL DE FONCTIONS EXÉCUTIVES LOCALES AVEC LE
MANDAT DE DÉPUTÉ OU DE SÉNATEUR - (N° 885)**

Retiré

AMENDEMENT

N ° CL156

présenté par

Mme Laurence Dumont, Mme Bareigts, Mme Chapdelaine, Mme Khirouni, M. Philippe Baumel,
M. Lesterlin, M. Roman, Mme Tallard, Mme Corre, M. Valax, Mme Maquet, Mme Pochon,
Mme Romagnan, Mme Iborra, Mme Coutelle, Mme Pires Beaune, Mme Delga et les membres du
groupe socialiste, républicain et citoyen

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 2, insérer l'article suivant:**

Après l'article L.O.151 du code électoral, il est inséré un article ainsi rédigé :

« *Art. L.O.152 . -* Tout parlementaire se situant dans une des situations d'incompatibilité prévues aux articles L.O.137 et L.O.137-1 ne perçoit l'indemnité de mandat que du mandat le plus récent.

« Tout parlementaire qui se trouve dans une situation d'incompatibilité prévue aux articles L.O.141 et L.O.141-1 doit choisir un maximum de deux mandats non incompatibles entre eux dont il percevra l'indemnité de mandat. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Actuellement, il est possible à un élu en situation de cumul de continuer à exercer des mandats incompatibles pendant le délai de recours pesant sur sa dernière élection. Afin d'éviter les situations de recours de complaisance contre l'élection d'un parlementaire dans le but de lui permettre de percevoir les indemnités liées à des mandats incompatibles, il est nécessaire de limiter les possibilités de cumul d'indemnités.

A cette fin, dans le cas de cumul d'indemnités parlementaires, pour des raisons de simplicité c'est l'indemnité du dernier mandat obtenu qu'il est proposé de verser. Pour les cumuls de mandats locaux et parlementaires, cette solution ferait peser un risque sur les élus de territoires de petite taille. En effet, ils pourraient être contraints d'exercer un mandat parlementaire avec des indemnités de quelques centaines d'euros par mois. Un système plus souple reposant sur le choix de l'indemnité à percevoir paraît préférable.